

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquième session

PACTE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME**Royaume-Uni. Propositions relatives à certains articles****Article 4**

1. En temps de guerre ou en cas d'autre danger public, l'Etat peut prendre des mesures en dérogation aux obligations prévues dans la deuxième partie du Pacte, dans la stricte mesure des exigences de la situation.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 5, 6, 7, à l'alinéa 1) de l'article 8 ou à l'article 14.

3. Les Hautes Parties contractantes qui usent du droit de dérogation doivent tenir le Secrétaire général des Nations Unies pleinement informé des mesures qu'elles ont prises en ce sens et des motifs qui les ont inspirées.

Elles doivent également informer le Secrétaire général lorsque ces mesures cessent d'être en vigueur et qu'elles recommencent à pleinement observer les dispositions de la deuxième partie du Pacte.

Article 5

1. On ne peut priver intentionnellement personne de la vie qu'en exécution d'un jugement rendu par un tribunal qui l'aura reconnu coupable d'un crime puni de la peine capitale par la loi.

2. Le présent article ne s'applique pas dans le cas de mort infligée :

a) Par suite du recours indispensable à la force :

i) Pour défendre une personne ou un bien d'un acte de violence contraire à la loi;

ii) Pour effectuer une arrestation en cas d'infraction grave;

iii) Pour empêcher quelqu'un de s'échapper du lieu d'arrêt où il se trouve légalement placé;

iv) Pour empêcher la perpétration d'un crime ou de violences;

v) Au cours d'une action prescrite par la loi pour réprimer une insurrection ou une émeute;

b) Par suite d'actes de guerre licites.

Article 7

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines inhumaines ou dégradantes.

Article 9

1. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf selon les voies légales régulières, dans les cas suivants :

- a) S'il fait l'objet d'une arrestation pour être amené devant un tribunal lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis un crime ou porté atteinte à la paix, ou quand il y a des motifs plausibles de croire à la nécessité de son arrestation pour l'empêcher de commettre un crime ou de porter atteinte à la paix ou de provoquer un acte qui porte atteinte à la paix;
- b) S'il fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention pour insoumission à une décision régulièrement rendue par un tribunal;
- c) S'il fait l'objet d'une détention prononcée par un tribunal qui l'a reconnu coupable d'une infraction;
- d) S'il s'agit de la détention d'un aliéné ou d'une personne atteinte d'une grave maladie contagieuse;
- e) S'il s'agit de la détention d'un mineur à la demande des parents ou du tuteur;
- f) S'il s'agit d'arrêter ou de déténir quelqu'un pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire ou pour garantir son départ aussi rapide que possible, s'il a réussi à y pénétrer irrégulièrement ou a tenté d'y pénétrer;
- g) S'il s'agit d'arrêter ou de déténir un individu contre lequel est en cours une procédure d'expulsion;
- h) [Cas prévus à l'article 8 du présent Pacte]

2. Tout individu arrêté est immédiatement informé des accusations portées contre lui. Tout individu arrêté en application de l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article est immédiatement traduit devant un tribunal pour être jugé dans un délai normal, ou libéré.

3. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire une instance permettant à un tribunal de statuer rapidement sur la légalité de sa détention et d'ordonner sa libération si la détention est illégale.

4. Chacun a le droit d'obtenir des réparations en justice en cas de privation illégale de liberté.

Article 14

1. Nul ne peut être tenu pour coupable d'une infraction en raison d'actes ou d'omissions qui ne constituaient pas une infraction au moment où ils ont été commis.

2. Nonobstant toutes dispositions contraires du présent article, chacun peut être jugé ou condamné en raison d'actes qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels d'après les principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées.

Article 18

Le Royaume-Uni juge acceptable la rédaction de l'article 18 qui figure dans le document E/800, à condition d'intercaler à la fin de l'alinéa a) l'expression "ou empêcher le désordre" et après le terme "autrui" à l'alinéa c) l'expression "ou que le public ne soit incommodé de quelque façon analogue".

Articles 10, 16, 20 et 22

Le Royaume-Uni juge acceptable la rédaction des articles 10, 16, 20 et 22 qui figure dans le document E/800.
